



Réforme des LP, le dialogue social à la sauce Grandjean/Attal

COMMUNIQUÉ

Mercredi 29 novembre, la commission spécialisée lycée du conseil supérieur de l'Éducation examinait le projet de réforme des lycées professionnels.

Face aux imprécisions et l'absence de réponse de l'administration sur une réforme dont l'impact sera majeur sur l'avenir des LP, de leurs élèves et personnels, les organisations syndicales, présentes à cette CSL, ont exigé d'être reçues par le cabinet du ministre Gabriel Attal en intersyndicale et n'ont obtenu aucune réponse à cette demande.

Ce même jour, à 18h30, la CGT Éduc'action devait être reçue par Gabriel Attal et Carole Grandjean au sujet de ce projet de réforme. Elle a donc demandé que cette audience, prévue à l'agenda des deux ministres, se tienne avec l'ensemble de l'intersyndicale.

Face au refus des deux ministres de recevoir l'intersyndicale, la CGT Éduc'action a fait le choix de ne pas se rendre à l'audience.

En effet, ce projet de réforme de la voie professionnelle est une attaque sans précédent contre le rôle émancipateur du lycée professionnel et de l'École dans son ensemble. En diminuant drastiquement les heures d'enseignement au profit des périodes de formation en entreprise et en limitant l'offre de formation aux seules exigences des bassins d'emploi, ce sont les élèves de LP, majoritairement issus des milieux populaires, qu'on abandonne à la seule logique de l'employabilité immédiate.

Le refus de recevoir l'intersyndicale est une marque de mépris du dialogue social, des organisations syndicales mais surtout des personnels et des élèves de LP.

Plus que jamais, la CGT Éduc'action appelle les personnels à se mobiliser massivement par la grève le 12 décembre pour la sauvegarde d'un lycée professionnel au service de l'émancipation des élèves.

Montreuil, le 30 novembre 2023